

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> avril 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 29 mars 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'Allemagne, l'Égypte, la France et la Jordanie voudraient vous communiquer le texte de leur déclaration conjointe concernant la dernière réunion sur le Processus de paix au Proche-Orient, qui s'est tenue à Paris le 11 mars 2021 (voir annexe). Nous avons également l'honneur de vous faire tenir ci-joint les déclarations conjointes de nos précédentes réunions ministérielles, qui se sont tenues au Caire, à Amman et par visioconférence.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Mission de l'Allemagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Christoph **Heusgen**

Le Représentant permanent de la Mission de l'Égypte  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Mohamed Fathi Ahmed **Edrees**

Le Représentant permanent de la Mission de la France  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Nicolas **de Rivière**

La Représentante permanente de la Mission de la Jordanie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Sima Sami I. **Bahous**



**Annexe à la lettre datée du 29 mars 2021 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par les représentants permanents  
de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, arabe et français]

**Réunion de Paris sur le processus de paix au Proche-Orient  
– Déclaration conjointe (11 mars 2021)**

Les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie se sont réunis à Paris aujourd'hui afin de poursuivre leurs efforts visant à contribuer à faire progresser le processus de paix au Proche-Orient vers une paix juste, globale et durable. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Proche-Orient et la Représentante spéciale de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient étaient également présents.

Les Ministres ont déclaré :

1. À la suite de nos réunions à Munich le 15 février 2020, à Amman le 24 septembre 2020 et au Caire le 11 janvier 2021, nous nous réjouissons d'avoir la possibilité d'avoir un échange sur les nouveaux engagements possibles pour contribuer à restaurer un environnement favorable à la reprise du dialogue entre les deux parties, afin de faire progresser le processus de paix au Proche-Orient.
2. Nous considérons que des mesures de confiance graduelles et réciproques, selon une approche progressive, contribueront à rétablir un dialogue entre les parties ouvrant la voie à un véritable processus de paix, qui doit reprendre aussi vite que possible.
3. Nous rappelons que le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États est indispensable pour parvenir à une paix globale dans la région. Nous restons fermement engagés pour faciliter et soutenir l'ensemble des efforts déployés afin de parvenir à une paix juste et durable au Proche-Orient fondée sur le droit international, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et les paramètres agréés. Nous soulignons l'importance des accords de paix entre les États arabes et Israël, y compris les accords signés récemment, qui contribuent au règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États afin de parvenir à une paix globale et durable. Seule une solution des deux États négociée, garantissant un État palestinien indépendant et viable sur la base des lignes du 4 juin 1967 et des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, vivant aux côtés d'un État d'Israël sûr et reconnu, peut répondre aux aspirations des Israéliens et des Palestiniens, permettant ainsi une paix juste et durable.
4. Nous estimons nécessaire de préserver la solution des deux États, dans la mesure où elle sert l'intérêt des Israéliens et des Palestiniens en vue de l'établissement de deux États pacifiques et démocratiques vivant côte à côte et contribuant à la paix et à la stabilité régionale dans un environnement apaisé.
5. Nous appelons les parties à s'abstenir de toute mesure unilatérale compromettant la perspective d'un règlement juste et durable du conflit. Nous insistons sur la nécessité de cesser toutes les activités de colonisation, y compris à Jérusalem-Est, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Nous considérons que la politique de colonisation, à travers la construction et l'extension des colonies, ainsi que la confiscation des infrastructures et des biens palestiniens, constitue une violation du droit international

compromettant la viabilité de la solution des deux États. Nous rappelons l'importance de respecter le statut historique et juridique des Lieux saints de Jérusalem. À cet égard, nous rappelons l'importance du rôle historique de gardien des Lieux saints de Jérusalem exercé par la monarchie hachémite.

6. Nous saluons les efforts des parties visant à coopérer dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Nous encourageons les deux parties à coopérer plus étroitement pour fournir une réponse globale à la crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie, y compris en redynamisant les mécanismes économiques bilatéraux afin de favoriser la coordination au profit des deux peuples.

7. Nous saluons les progrès réalisés dans la préparation des élections palestiniennes et nous appelons toutes les parties à mener à bien le processus électoral, à respecter les principes démocratiques et à s'abstenir de tout acte de violence. Nous appelons Israël à faciliter la préparation et le déroulement du processus électoral, ainsi que le libre accès aux bureaux de vote, y compris à Jérusalem-Est.

8. Nous accordons une grande importance au rôle indispensable joué par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), afin d'apporter une aide humanitaire et des services essentiels aux réfugiés palestiniens, conformément au mandat donné par les Nations Unies. Nous demandons à la communauté internationale de respecter ses engagements envers l'UNRWA pour l'aider à combler son grave déficit budgétaire actuel.

9. Nous exprimons notre souhait de travailler étroitement et activement avec le Quatuor et les États-Unis, ainsi que tout autre acteur engagé en faveur d'une paix juste et durable dans la région.

### **Réunion du Caire sur le processus de paix au Proche-Orient – Déclaration conjointe (11 janvier 2021)**

Les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie se sont réunis ce jour au Caire afin de poursuivre leur travaux de coordination et de consultation sur les moyens de faire progresser le processus de paix au Proche-Orient vers une paix juste, globale et durable. Ils ont discuté des contacts qu'ils ont eus récemment avec leurs homologues palestinien et israélien, ainsi que des positions de chaque partie. Ils ont également pris acte du message adressé par le Ministre palestinien des affaires étrangères à l'hôte de la réunion, S. E. M. Sameh Choukry.

1. Les Ministres se sont réjouis de cette possibilité d'aborder les étapes envisageables pour faire avancer le processus de paix au Proche-Orient et mettre en place un climat propice à la reprise du dialogue entre Palestiniens et Israéliens. Ils ont appelé les deux parties à approfondir leur coopération et à intensifier leur dialogue en se fondant sur de nouveaux engagements réciproques et en tenant compte de la pandémie de COVID-19. À cet égard, ils ont salué la décision prise par l'Autorité palestinienne de rétablir la coopération, après l'engagement pris par Israël de respecter les accords bilatéraux passés.

2. Rappelant les principes énoncés dans la déclaration conjointe du 24 septembre 2020 issue de leur réunion à Amman, ils se sont engagés fermement à soutenir l'ensemble des efforts déployés pour parvenir à une paix juste et durable au Proche-Orient fondée sur le droit international, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et les paramètres agréés, comme rappelé dans l'Initiative de paix arabe.

3. Ils ont rappelé que le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États était une condition indispensable pour parvenir à une paix globale dans la région. Ils ont également rappelé leur détermination à parvenir par la négociation à la solution des deux États, conduisant à un État palestinien indépendant et viable sur la base des lignes du 4 juin 1967 et des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, vivant côte à côte avec un État d'Israël reconnu et en sécurité.
4. Ils ont souligné le rôle joué par les États-Unis dans cette perspective et ont exprimé leur volonté de travailler avec les États-Unis pour faciliter des négociations visant une paix globale, juste et durable dans la région, fondée sur les paramètres reconnus au niveau international, ainsi que pour relancer un processus de paix crédible entre Palestiniens et Israéliens.
5. Ils ont demandé aux parties de s'abstenir de toute mesure unilatérale qui compromette la possibilité d'un règlement juste et durable du conflit. À cet égard, ils ont répété leur appel à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies afin d'arrêter immédiatement et complètement toutes les activités liées à la colonisation, y compris à Jérusalem-Est. Ils ont également reconnu que la construction et l'extension des colonies, ainsi que la confiscation des infrastructures et des biens palestiniens, constituaient une violation du droit international compromettant la viabilité de la solution des deux États. De plus, ils ont insisté sur la nécessité de respecter le droit international humanitaire dans les territoires palestiniens occupés en 1967, y compris à Jérusalem-Est.
6. Ils ont souligné l'importance de préserver la composition, la nature et le statut de ces territoires. Ils ont rappelé qu'il importait de respecter le statut historique et juridique des Lieux saints de Jérusalem. À cet égard, ils ont rappelé l'importance du rôle historique de gardien des Lieux saints de Jérusalem exercé par la monarchie hachémite.
7. Ils ont souligné l'importance des accords de paix entre les États arabes et Israël, notamment des accords signés récemment, pour contribuer au règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États, en vue d'une paix globale et durable.
8. Ils ont exhorté toutes les parties, notamment le Quatuor et ses partenaires potentiels, à déployer des efforts de manière collective et à prendre des mesures concrètes pour lancer et favoriser des négociations crédibles sur toutes les questions liées au statut final du processus de paix au Proche-Orient.
9. Ils ont salué les initiatives prises récemment pour parvenir à la réconciliation palestinienne, ainsi que la détermination de l'Autorité palestinienne au sujet de l'organisation des élections à venir. Ils se sont également engagés à soutenir les efforts déployés par l'Égypte pour mettre un terme aux divisions entre Palestiniens.
10. Ils ont fait part de leur grande appréciation pour le rôle indispensable joué par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), afin d'apporter une aide humanitaire et des services essentiels aux réfugiés palestiniens. Ils ont appelé la communauté internationale à respecter ses engagements envers l'UNRWA, pour aider cette organisation à combler son grave déficit budgétaire actuel.
11. Les Ministres sont convenus de la nécessité de continuer à suivre les évolutions du conflit israélo-palestinien et ont appelé à reprendre rapidement les discussions, ainsi qu'à ouvrir des perspectives politiques et à restaurer l'espoir grâce à un dialogue crédible, afin de relancer des négociations directes sérieuses, substantielles et efficaces entre les deux parties.

À la fin de la réunion, les Ministres sont convenus de transmettre aux Palestiniens et aux Israéliens leur vision commune sur la marche à suivre pour parvenir à la paix.

Ils ont également remercié l'Égypte pour les efforts mis en œuvre pour organiser la réunion et ont décidé que la prochaine réunion se tiendrait en France.

## **Réunion d'Amman sur le processus de paix au Proche-Orient – Déclaration conjointe (24 septembre 2020)**

Les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie, se sont réunis ce jour à Amman afin de poursuivre leur coordination et leurs consultations sur les moyens pour le processus de paix au Proche-Orient de progresser vers une paix juste, globale et durable. Le représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient a pris part à cette réunion.

Les Ministres ont déclaré ce qui suit :

1. Nous soulignons notre détermination à appuyer tous les efforts destinés à parvenir à une paix juste, durable et globale qui respecte les droits légitimes de toutes les parties en vertu du droit international, les résolutions pertinentes des Nations Unies et les paramètres agréés, en particulier l'Initiative de paix arabe.
2. Nous insistons sur le fait qu'un règlement du conflit israélo-palestinien reposant sur la solution des deux États, qui garantisse la constitution d'un État palestinien indépendant et viable sur la base des frontières du 4 juin 1967, vivant côte à côte avec un État d'Israël reconnu et en sécurité, est la voie à suivre pour parvenir à une paix globale et durable et à la sécurité dans la région.
3. Nous sommes d'avis que la construction et l'extension des colonies, ainsi que la confiscation des infrastructures et des biens palestiniens constituent des violations du droit international qui compromettent la viabilité de la solution des deux États. À cet égard, nous appelons les deux parties à mettre en œuvre pleinement la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies dans toutes ses dispositions.
4. Rappelant notre déclaration conjointe du 7 juillet 2020, nous prenons note de la suspension de l'annexion des terres palestiniennes suite à l'annonce de la décision des Émirats arabes unis et d'Israël de normaliser leurs relations. Cette suspension devrait être permanente.
5. Nous soulignons qu'il importe de respecter le statut juridique et historique des Lieux saints de Jérusalem. Nous reconnaissons le rôle éminent à cet égard de la Jordanie en tant que gardienne hachémite des Lieux saints.
6. Nous rappelons que le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États est indispensable pour parvenir à une paix globale. Nous soulignons l'importance des accords de paix entre les États arabes et Israël, notamment les traités signés récemment avec Israël par les Émirats arabes unis d'une part et le Royaume de Bahreïn d'autre part, qui contribuent au règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États afin de parvenir à une paix globale et durable.
7. Nous réaffirmons le rôle crucial de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et la nécessité de lui apporter le soutien politique et financier requis pour qu'il soit à même de remplir le mandat qui lui a été confié par l'Organisation des Nations Unies et de dispenser les services indispensables aux réfugiés.

8. Nous insistons sur la priorité qui doit être accordée à la sortie de l'impasse des négociations de paix, à l'instauration de perspectives politiques et à la restauration de l'espoir, grâce à un dialogue crédible. Nous soulignons l'urgence, pour parvenir à la paix, de reprendre des négociations sérieuses, véritables et fructueuses, fondées sur le droit international et les paramètres agréés, et menées directement entre les parties ou sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Quatuor pour le Moyen-Orient. Nous appelons les parties à respecter les accords passés et à reprendre sur ces bases un dialogue crédible. La pandémie de COVID-19 vient nous rappeler avec force que la paix et la coopération sont plus nécessaires que jamais. Nous continuerons à travailler ensemble et avec toutes les autres parties concernées pour rendre possibles de telles négociations. L'Allemagne, l'Égypte, la France et la Jordanie poursuivront leur engagement actif et leurs efforts, ainsi que leurs offres de bons offices, pour créer un environnement propice à la reprise de négociations crédibles, afin de progresser vers la paix juste et globale que méritent tous les peuples de la région.

### **Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie (7 juillet 2020)**

Après une visioconférence conjointe, les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, de la France et de la Jordanie ont déclaré ce jour, 7 juillet 2020 :

« Nous avons échangé sur l'état actuel du processus de paix au Proche-Orient et ses conséquences régionales. Nous considérons que toute annexion de territoires palestiniens occupés depuis 1967 serait une violation du droit international et mettrait en péril les fondations du processus de paix. Nous ne reconnaitrons aucun changement aux lignes de 1967 autre qu'agréé par les deux parties au conflit. Nous considérons également qu'une telle décision pourrait avoir de graves conséquences pour la sécurité et la stabilité de la région, et constituerait un obstacle majeur aux efforts de recherche d'une paix juste et globale. Elle pourrait également avoir des conséquences sur la relation avec Israël. Nous soulignons notre engagement solide en faveur d'une solution des deux États négociée sur la base du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies. Nous avons échangé sur la manière de reprendre un dialogue fructueux entre les parties israélienne et palestinienne, et proposons notre soutien pour faciliter l'avancée des négociations ».

---